

le prolétaire

bimensuel parti communiste international (programme communiste)

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI : La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne, 1921); la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du « socialisme dans un seul pays » et la contre-révolution stalinienne; le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

Correspondance :
20, rue Jean-Bouton - 75012 Paris

Versements :
Chèque bancaire ou
C.C.P. 2.202-22 Marseille

Abonnements :
1 an : 40 F; 6 mois : 20 F
pli fermé : 60 F et 30 F
« programme communiste »
1 an, pli ouvert : 40 F
1 an, pli fermé : 60 F

16^e ANNEE - N° 275
LE NUMERO : 2 FF
20 FB - 1 FS
21 oct. au 3 nov. 78

De nouvelles réformes pour supprimer les anciennes

« En économie politique il ne faut jamais, par principe, considérer les chiffres d'une seule année pour en tirer des lois générales. Il faut toujours prendre une période moyenne de six ou sept ans, laps de temps pendant lequel l'industrie moderne passe par les différentes phases de prospérité, de surproduction, de stagnation, de crise et achève son cycle fatal [...] »

Le salaire minimum est le prix naturel du travail. Et qu'est-ce que le salaire minimum? C'est exactement ce qui est nécessaire pour faire produire les objets nécessaires à la subsistance de l'ouvrier, pour lui permettre de se nourrir et de produire tant bien que mal sa propre race.

Nous ne croyons pas pour autant que

Si nous citons ces deux textes de Marx choisis parmi tant d'autres et datant des deux moments extrêmes de sa lutte théorique et politique — 1848 et 1875 — c'est pour rappeler que notre théorie ne nie pas du tout qu'en certaines circonstances (et sous la pression violente de la classe exploitée) le capitalisme puisse accorder à ses esclaves salariés un salaire supérieur au salaire minimum et des conditions de vie et de travail supportables. Ce que nous nions c'est, en premier lieu, que cela entraîne si peu que ce soit un changement dans le rapport de dépendance en vertu duquel — comme l'explique Marx par ailleurs — « il n'est permis à l'ouvrier salarié de travailler pour sa propre vie, c'est-à-dire de vivre, que dans la mesure où il travaille pendant un certain temps gratuitement pour le capita-

l'ouvrier n'aura que ce salaire minimum; nous ne croyons pas non plus qu'il aura toujours ce salaire minimum.

Non, selon cette loi la classe ouvrière sera parfois plus fortunée. Elle aura parfois plus que le minimum, mais ce surplus ne sera que le complément de ce qu'elle aura en moins dans les périodes de crise industrielle. Cela signifie que pendant un certain laps de temps qui est toujours périodique, dans ce cycle que l'industrie traverse en passant par les phases de prospérité, de surproduction, de stagnation, de crise, en calculant tout ce que la classe ouvrière aura en plus ou en moins par rapport au nécessaire, on verra que, tous comptes faits, elle n'aura eu ni plus ni moins que le minimum. Au-

liste (et donc également pour ceux qui consomment la plus-value en même temps que le capitaliste). Ce rapport de dépendance et d'exploitation s'aggrave au contraire au fur et à mesure que « les forces productives sociales du travail » augmentent.

En second lieu, ce que nous disons c'est que, même dans l'hypothèse favorable d'une augmentation de salaire au-dessus du minimum nécessaire pour la simple subsistance, non seulement rien ne garantit que le niveau de salaire atteint sera maintenu, mais tout prouve que, tôt ou tard, il sera bouleversé dans le cycle de prospérité et de crise que traverse nécessairement le capital.

Mélange de « confiance du sujet envers l'Etat », et « ce qui n'est pas mieux, de

trement dit, elle se sera conservée comme classe après d'innombrables misères et malheurs, après d'innombrables cadavres laissés sur le champ de bataille de l'industrie ».

(K. Marx, Discours sur la question du libre échange, janvier 1848).

« Le système du travail salarié est un système d'esclavage, et d'un esclavage qui devient toujours plus pesant à mesure que les forces productives sociales du travail se développent, et ceci aussi bien lorsque l'ouvrier est mieux payé que lorsqu'il est plus mal payé ».

K. Marx, Critique du Programme de Gotha, mai 1875, point B, 5).

croissance démocratique aux miracles», deux attitudes « qui sont également éloi-

- La question des responsabilités syndicales.
- Pour la LCR, l'unité avec les réformistes est un principe.
- Le Liban dans les mâchoires de l'impérialisme.

gnées du socialisme » (Critique du Programme de Gotha, point B. 1), le réfor-

(suite page 2)

Nouvelle attaque de la bourgeoisie contre nos frères de classe immigrés

Face au chômage galopant, la bourgeoisie renforce sa campagne de division de la classe ouvrière lancée depuis plusieurs mois: la présence des travailleurs immigrés serait responsable du chômage des « nationaux » et leur départ, la solution-miracle. Barre a annoncé le 3 octobre à l'Assemblée nationale qu'il allait « reconsidérer notre politique d'immigration », et il a été salué par l'ensemble de la presse bourgeoise: « une des manières de donner des emplois aux Français, disent Les Echos du 6 octobre, est certainement de réduire le réservoir de main-d'œuvre constitué par les immigrés. Ils sont environ quatre millions dont 1,8 million possèdent un emploi ».

Jusqu'à présent, la politique restrictive de l'immigration lancée depuis 72 a limité considérablement le nombre des entrées de travailleurs étrangers: en 77, moins de 20 % des chiffres de 1972. Par contre, la politique d'« incitation au retour », avec la soi-disant « aide » du « million », a été un échec. En effet, l'aggravation des conditions d'exploitation et d'oppression des travailleurs immigrés a engendré toute une série de luttes à travers lesquels ils se sont grandement renforcés depuis les premières luttes de sans-papiers en passant par les luttes dans les entreprises (Chausson, Renault, nettoyeurs du métro, etc.) jusqu'à la lutte magnifique des résidents des foyers de travailleurs immigrés. Grâce à ces luttes, où l'hypocrisie et les mensonges de la bourgeoisie ont été démasqués, grâce à l'organisation de noyaux ouvriers combattifs qu'elles ont permise de façon parfois très durable comme le Comité de Coordination des foyers en lutte, une véritable campagne contre le « million » a pu être développée parmi les travailleurs immigrés.

Ce n'est d'ailleurs pas par hasard qu'au moment où la bourgeoisie annonce un nouveau renforcement du contrôle de l'immigration, elle frappe à coups redoublés sur les résidents en lutte dans les foyers: depuis cet

(suite page 4)

« Amortisseurs sociaux »

Voici ce que Les Echos du 13-10-78 voient dans la lettre-programme adressée par Giscard à Barre: « Trois priorités: le redressement économique, la sécurité des Français, la préparation de l'avenir. Mais le président insiste beaucoup, en cette période de mutations, sur la nécessité d'organiser des « amortisseurs sociaux » ».

C'est limpide, non? Pour restaurer les profits et « gagner dans la guerre internationale », taillez en pièces la classe ouvrière, saignez-la à blanc! Mais pour parer à ses réactions inévitables, mettez davantage de flics et de gendarmes, réformez le droit et les tribunaux de manière à ce que la justice soit encore plus près de la police! C'est ainsi que l'on prépare l'avenir. Toutefois, avant d'avoir à utiliser la force, calmez les prolétaires par toutes les pommades existantes.

Mais il n'y a pas d'élections en vue, ce puissant « amortisseur social », et il y a moins de miettes à distribuer pour calmer les uns au détriment des autres!

Que reste-t-il donc, sinon d'entretenir par tous les moyens la division dans les rangs ouvriers, de faire des plans gradués d'attaque aux conditions de vie et de travail. Voilà le sens du terme « négociations »!

(suite page 4)

Le Liban dans les mâchoires de l'impérialisme

Le « rétablissement de l'autorité de l'Etat libanais », tel est le mot d'ordre! Tel est le drapeau sous lequel tous les tenants de l'ordre établi international pilonnent et massacrent. Mais tel est aussi le mot d'ordre que l'on voudrait faire accepter par les masses exploitées libanaises et palestiniennes comme une étape indispensable à leur libération.

Conçu il y a cinquante ans par l'accouplement contre-révolutionnaire de l'impérialisme français et des classes dirigeantes locales, afin de briser la révolte de Damas et de donner, sous le philanthropique prétexte de « protection des minorités », une réserve musulmane taillable et corvéable à merci aux grandes familles chrétiennes sous la façade hypocrite et antédiluvienne du pluriconfessionnalisme, ce monstre délicat digne de figurer dans le musée du colonialisme, l'Etat libanais s'est effondré il y a trois ans sous la poussée de la fermentation sociale. L'armement de tous les clans opposés, de toutes les sectes adverses, de toutes les classes ennemies a brisé l'armée et l'administration.

Le grand danger était qu'une fois l'Etat — cette bande armée au service des classes dominantes — détruit, les partisans de l'égalité des droits, de la laïcité, de la lutte commune de tous les exploités de la région se retrouvent bras dessus bras dessous avec la seule force militaire capable de résister aux miliciens chrétiens et aux forces du statu quo, avec tous les risques de radicalisation que cela comportait.

Le sang des bourgeois de Damas n'a fait qu'un tour. Ils sont intervenus au Liban, non pour soulager les masses exploitées du joug confessionnel et social, non en libérateurs, mais en protecteurs de la société toute entière contre elle-même, c'est-à-dire pour « restaurer l'autorité de l'Etat libanais ». Et

pour cela, il fallait écraser la force qui le menaçait socialement, la Résistance et le mouvement populaire, tandis qu'Israël pilonnait son domaine réservé, le Sud du Liban.

Il va de soi que la Syrie n'aurait pas pu mener ce jeu et étendre son influence sur le Liban sans donner des gages contre-révolutionnaires à l'impérialisme américain et à ses larbins sionistes, ni aux autres impérialismes, notamment l'impérialisme français, qui se sent périodiquement des bouffées amoureuses pour son ancien mandat. Les critiques de Moscou, de leur côté, ne servaient qu'à berner les masses libano-palestiniennes qui affrontaient les armes à la main le front uni des phalanges, de l'armée syrienne, vite remplacée par la Force arabe de dissuasion et de la Saïka, dont le but était de désarmer les masses en révolte et de confiner la Résistance palestinienne au sud du Liban. Il n'y a pas d'Etat sans désarmement d'une partie de la population par une autre.

Naturellement, c'est sous le prétexte que l'Etat libanais n'était pas capable de contenir l'effervescence palestinienne dans cette zone, que cette année Israël est intervenu militairement. Il s'agissait d'armer les généraux chrétiens et de chasser la Résistance au nord du Liban — puisque par accord au moins tacite la Syrie ne peut intervenir au Sud — où les « frères arabes » eux-mêmes devaient se charger de la stériliser

ou de l'écraser. Là encore, tout le monde a agi au nom de ce principe sacré: « rétablissement de l'autorité de l'Etat libanais ».

L'ONU a alors envoyé ses casques bleus, l'impérialisme français ayant enfin trouvé l'occasion souhaitée de remettre un pied dans la colonie perdue. Officiellement, le motif du président Sarkis était de demander à la FINUL de venir l'aider à « restaurer la souveraineté de l'Etat libanais au Sud du Liban ». Mais puisque l'origine de la guerre y était la présence des derniers carrés de fedayin échappant précisément au contrôle de l'Etat libanais, le but réel était bien, comme l'ont affirmé tous les responsables de la FINUL, d'« empêcher l'infiltration de Palestiniens » au sud du fleuve, condition sans laquelle le retrait d'Israël n'était pas envisageable.

Cependant, la restauration de l'armée libanaise que la Syrie a tentée sous la forme d'un savant équilibre entre tous les clans traditionnels afin d'imposer son contrôle à elle, s'est avérée impossible, car seule la composante chrétienne pouvait en former l'ossature. Et pour cause! Le consensus entre Damas et la phalange était fondé sur l'écrasement de la révolte populaire; mais dès lors que les forces palestinienne-libanaises, les forces « progressistes » avaient été saignées à blanc, le maintien de l'influence de Damas devenait

(suite page 4)

Scutenez le développement international de la presse du Parti. Souscrivez!

De nouvelles réformes pour supprimer les anciennes

(suite de la page 1)

misme est condamné sans appel par notre doctrine non pas parce qu'il promet à la classe ouvrière ce que le capitalisme ne peut lui donner mais parce que, d'une part, il renonce à se battre pour l'abolition du travail salarié et qu'il se consacre à un travail de « correction » de ses défauts et que, d'autre part, il engage les prolétaires dans la lutte pour l'amélioration des conditions de vie et de travail sans leur montrer que les résultats obtenus ne sont jamais acquis durablement et que l'essentiel c'est, à travers cette lutte, de concentrer et de consolider les forces en vue d'une lutte qui doit dépasser les limites de la lutte revendicative et qui vise à frapper au cœur la société bourgeoise et son Etat. Faute de quoi la classe ouvrière se retrouve chaque fois au même point, à ceci près qu'étant donné le développement des forces productives au cours de chaque cycle et donc du capital, l'oppression et l'exploitation qu'elle subit sont encore plus fortes. De plus, au fur et à mesure que le rythme d'accumulation du capital devient plus frénétique et que les phases d'expansion vertigineuse alternent avec des phases de plus en plus rapprochées de crise vertigineuse, l'insécurité de la classe ouvrière s'accroît, et plus brusques et plus catastrophiques apparaissent les dégringolades qui suivent les époques de montée qu'on croyait radieuses.

Ceci vaut pour le salaire et aussi, et même plus, pour toutes les mesures de protection sociale et plus généralement pour toutes les réformes sociales que, une fois passée la première période d'extorsion féroce de plus-value absolue, le capital a été obligé d'« accorder » sous la pression vigoureuse des luttes de classe et pour les besoins mêmes de sa conservation. A commencer par Marx — voir les chapitres du livre I du *Capital* consacrés à l'intervention de l'Etat dans les conditions de travail et, plus généralement, de vie des prolétaires (lois sur la durée de la journée de travail, sur le travail féminin, le travail des enfants, sur la protection contre les accidents du travail, etc.) — aucun marxiste n'a jamais dit ni que les « réformes sociales » sont impossibles tant que règne le capital, ni que l'adoption de ces mesures ne sert pas dans une certaine mesure à alléger la « peine du travail » due à l'existence du mode de production capitaliste. Mais, pour le marxisme, non seulement ces mesures ne s'attaquent pas aux causes d'un mal dont elles se limitent à soigner les effets mais,

sur une longue période, elles n'assurent aucune garantie aux prolétaires pour la simple raison que cette garantie est incompatible avec les lois de la production capitaliste et de son développement volcanique.

Si, à la lumière de la critique marxiste, les réformes ont donc un côté positif, ce qu'elles montrent est à l'opposé des conceptions des réformistes. En effet, premièrement, la nécessité pour le capitalisme d'introduire des réformes prouve que le mode de production bourgeois est déchiré par des contradictions insurmontables et que c'est le caractère explosif de ces contradictions qui oblige la classe dominante à essayer — même contre les désirs et les intérêts immédiats de ses membres — de les atténuer. Deuxièmement le fait que ces mesures soient inévitablement et périodiquement supprimées, avant d'être à nouveau introduites une fois la crise passée et ainsi de suite, montre qu'il est vain de croire que l'on peut sortir d'une situation d'insécurité permanente en restant dans le cadre du capitalisme et que seule sa destruction peut permettre la réalisation d'une société — comme dit la rhétorique des discours électoraux — « à la mesure de l'homme ».

La preuve empirique de cette thèse centrale de la doctrine marxiste, nous la voyons dans la situation actuelle.

Les trente années de la période d'après-guerre ont été prodigieuses en réformes, toutes centrées sur la recherche de conditions de stabilité et de sécurité non seulement au niveau des salaires au sens strict mais aussi au niveau des conditions générales de vie de la classe ouvrière. Tout un réseau de « protections sociales » s'est ainsi développé. Elaboré par la société bourgeoise, il a fait naître chez les travailleurs l'illusion que parallèlement au développement des forces productives s'instaurait de façon quasi automatique une amélioration de leur situation.

Cette illusion a pu marcher tant qu'a duré l'expansion qui a suivi la période de la reconstruction, celle-ci permettant et imposant à la fois que soient introduits dans le système des amortisseurs des conflits sociaux. La classe dominante pouvait se permettre ce luxe dont elle retirait des bénéfices en termes de stabilité relative. Mais une fois achevé ce cycle « de prospérité, de surproduction et de

stagnation » dont parle Marx dans la première citation et la crise étant là, il ne reste plus à la bourgeoisie et à ses laquais opportunistes qu'une possibilité : prendre des mesures pour supprimer les mesures sociales antérieures.

Tel est le sens des plans, des projets, des modèles qui se suivent depuis des mois en ayant pour protagonistes le gouvernement, les partis qui le soutiennent, les associations qui incarnent les « exigences supérieures de la nation », les syndicats ouvriers qui ont fait leurs ces exigences, comme c'est particulièrement clair dans tous les pays voisins, et même si ici les partis de gauche et les confédérations hésitent encore — aujourd'hui mais pas en 1945 — à traduire la subordination des intérêts de la classe à ceux de l'économie nationale en termes francs d'austérité, ce qui ne saurait cependant tarder. Il s'agit, avec la prudence qui s'impose et surtout en l'échelonnant dans le temps — selon les impératifs de la « compétitivité » et le souci de ne pas susciter de réactions sociales en chaîne — de démolir pierre par pierre tout l'édifice de mécanismes automatiques — autrefois bénéfiques et aujourd'hui « pervers » (comme on dit en Italie) — ayant pour but tant de réduire l'incidence du chômage sur les conditions de vie des prolétaires, que de « garantir une certaine stabilité — même cher payée — à leurs « revenus » globaux. Il s'agit en d'autres termes, de balayer les automatismes artificiels institués pour freiner la chute du salaire relatif (c'est-à-dire rapporté à la masse de plus-value extorquée par le capital) et laisser libre jeu aux automatismes « naturels » au moyen desquels le mode de production capitaliste tend à comprimer le salaire même dans l'absolu et à aggraver la « tension de la force de travail » dans le temps même où elle est condamnée à fonctionner gratis pour le capitaliste.

C'est une offensive qui se déroule sur deux plans : d'une part l'inflation se charge de ronger le pouvoir d'achat du salaire, de même que la restructuration de l'appareil productif se charge d'augmenter les rangs de l'armée industrielle de réserve, l'armée des sans-travail ; d'autre part, car cela ne suffit pas, le gouvernement et les syndicats, les partis et le patronat, se chargent d'amenuiser les fameuses « garanties » dont on proclamait qu'elles donnaient sécurité et permanence aux conquêtes obtenues par les travailleurs. Ils s'en chargent et s'en chargeront toujours plus avec leur offensive contre le « carcan » de la semaine de

40 heures ou du salaire minimum national, que l'on s'ingénie aujourd'hui à fixer par branches, ou contre le système trop laxiste de la Sécurité Sociale collective, contre lequel on concocte un système d'assurances individuelles par capitalisation. Ils s'en chargent de même avec leur offensive en faveur de la discipline « volontaire » des méthodes et des instruments de la lutte économique, en ce qui concerne en particulier l'arme de la grève, comme on l'a vu il y a dix mois à l'occasion de la grève de l'EDF.

C'est seulement ainsi, en effet, que le capital pourra reprendre sa marche et, ayant laissé derrière lui sans regret les « innombrables cadavres restés sur le champ de bataille de l'industrie », recommencer à abreuer ceux qui restent de grandioses réformes dans le cadre d'une énième « planification économique ». C'est pourquoi le cri du cœur de la bourgeoisie est aujourd'hui : « A bas les garanties ! ». C'est une loi du capital, après des orgies de « garanties », qu'on célèbre les fastes de l'absence totale de sécurité !

C'est cette réalité que les ouvriers doivent regarder en face. Leur réponse immédiate ne peut être que la défense intransigeante de ce qu'on leur avait donné d'une main et qu'on leur reprend de l'autre ; leur réponse à une échéance plus lointaine mais rendue tangible par l'épreuve des faits, ne peut être que celle que dicte l'éclatante confirmation du caractère illusoire de toute réforme du système capitaliste : lutte sans quartier pour le renversement de la société bourgeoise et de son Etat, pour la révolution et la dictature prolétarienne, pour le communisme.

L'instrument indispensable de cette lutte est le parti de classe, fort d'une théorie qui n'est pas liée aux caprices de la contingence, et d'une organisation centralisée correspondant à cette théorie. Celui qui travaille à détruire cette théorie et à rendre impossible cette organisation, travaille à détruire les bases subjectives de la révolution socialiste. Ce n'est pas pour rien qu'y travaillent tous les experts en « réformes », qu'ils appartiennent à la chapelle des Marchais, Elleinstein, Mitterrand ou Rocard, flanqués des théoriciens « gauchistes » de l'autogestion, du spontanéisme et de l'antipartisme. Ce n'est pas pour rien que sont mobilisés pour les légitimer les dieux tutélaires de l'intelligentsia « de gauche ». C'est contre ce front aux mille facettes que devra se battre la classe des sans-réserves, des sans-garanties, des sans-culture ; c'est ce front qu'elle devra balayer.

Pour la LCR, l'unité avec les réformistes est un principe

Il y a peu de temps la LCR expliquait encore que la classe ouvrière devait « déborder » le gouvernement PC-PS et l'amener ainsi soit à lui faire des concessions importantes, soit à se démasquer devant elle. Si donc le gouvernement PC-PS était un point de passage obligatoire, il restait entendu ou du moins supposé que cet objectif « transitoire » ne pouvait être dépassé que si la classe ouvrière était éveillée aux besoins de sa lutte indépendante et de ses objectifs propres.

Et bien, cette perspective a aujourd'hui disparu. Comme avant, la LCR appelle à l'unité les partis « ouvriers » et formule des vœux pour l'avènement d'un gouvernement PC-PS, mais l'accent n'est plus mis sur la nécessité de le « déborder » (nous avons toujours nié que l'on puisse le faire sur la base des principes et des objectifs avancés par la LCR) mais sur l'exigence de cette unité pour satisfaire les besoins de la classe ouvrière.

Certes, cette tendance existait bien autrefois, mais les hésitations ont cette fois été jetées par-dessus bord avec le reste de scrupules anti-opportunistes. Désormais comme l'affirme la LCR « le principal obstacle au succès des luttes, c'est la division PC-PS, c'est la division syndicale » ! Conclusion : « Il faut l'unité ouvrière ». Comme tout le monde peut s'en apercevoir, le besoin de l'unité ouvrière est désormais complètement assimilé à l'union des partis officiels et des bureaucraties syndicales. Il n'y a plus la moindre place pour des principes de lutte de classe qui permettent au parti de faire lever sur eux pour tenter le fameux « débordement ».

Il faut l'unité ouvrière, dit la LCR. Mais selon elle cette unité c'est celle des directions syndicales ! « Au lieu de multiplier les polémiques sectaires et de laisser pourrir les

luttes, les directions de la CGT, de la CFDT, de FO, de la FEN, tous les syndicats, toutes les fédérations doivent se rencontrer et mettre sur pied un plan d'action, le proposer aux travailleurs ! » On croit rêver !

Prétendre que c'est la division qui est responsable de l'inaction des directions syndicales, c'est masquer la responsabilité des opportunistes syndicaux.

Faire croire aux travailleurs qu'ils pourraient attendre d'elles autre chose qu'une action de sabotage des luttes c'est les mettre à la remorque de ceux dont il faut combattre l'orientation capitulante et collaborationniste pour pouvoir mettre en œuvre une véritable défense des conditions de vie et de travail de travailleurs de plus en plus frappés par la crise du mode de production capitaliste qu'il faudra détruire.

Encore une fois, cette évolution défaitiste était tout à fait prévisible dès lors que plusieurs faux théoriques étaient servis par la LCR. Nous ne parlons même pas de la conception totalement antimarxiste du passage du capitalisme au socialisme conçu comme une « république de salariés » ni de la conception purement libérale de la dictature prolétarienne et partant, de la vision purement social-démocrate et éducationniste du parti. Nous voulons parler seulement de la nature des partis de gauche, présentés par la LCR comme « ouvriers ». Pour nous, les partis « opportunistes » sont des partis ouvriers bourgeois, c'est-à-dire des partis qui influencent malheureusement les ouvriers mais qui guident leur lutte avec un programme bourgeois, un programme de conciliation des intérêts de classe, et partant, de soumission de la lutte prolétarienne aux besoins de l'économie nationale et aux exigences de l'Etat bourgeois. Pour Trotsky, en 1936, le PS ne pouvait même plus être qualifié d'« ouvrier ». Le PC prend aujourd'hui

le chemin du PS et il cessera d'être un parti ouvrier lorsqu'un parti pourra lui disputer son influence sur les masses ouvrières.

Pour la LCR, même le PS est un parti « ouvrier » et mérite donc qu'on s'appuie sur les exigences des prolétaires organisés pour les arracher à son influence, ce qui justifierait à ses yeux la tactique du « front unique ».

Hélas, une condition de cette tactique est que pour s'appuyer sur les aspirations des ouvriers influencés par les partis opportunistes et pour les arracher à leur influence, il faut au moins que ces ouvriers soient influencés par les besoins d'une lutte indépendante de classe, qui, malheureusement, a aujourd'hui et depuis longtemps été détruite par ces partis. Le résultat est que s'appuyant sur du vent, la LCR s'est enfoncée comme dans des sables mouvants et s'est mise à justifier son attitude en affirmant que pour qu'elle réussisse, il faut ne pas critiquer en permanence les chefs. On arrive donc à la conception « a-critique » du front unique que Trotsky lui-même dénonçait dans le PC de 1939 comme absolument capitulante et social-démocrate.

Ce qui a favorisé cette évolution c'est naturellement le fameux « scrutin historique » de mars 1978, où tout était attendu d'un gouvernement de gauche pour briser le plan Barre et l'austérité. De plus, lors de la campagne électorale la question politique et celle du gouvernement n'étaient présentées par la Ligue — pressée d'ajouter dans toute lutte immédiate des « revendications transitoires » qui la rendent « politique » — que comme un simple prolongement de la lutte économique, avec un seul programme économique immédiat, dans le plus pur style trade-unioniste et par conséquent, là aussi, social-démocrate.

On arrive donc à aujourd'hui où la Ligue, sous peine de s'avouer elle-même incompétente, doit pousser ses erreurs jusqu'au bout et avouer que la seule perspective qu'elle ait à donner à la classe ouvrière est : « En toutes circonstances avec l'opportunisme ! Tout avec lui ! Rien contre lui ! ». C'est le cri du cœur du centrisme, dont la vraie nature est, au fond, de lancer des phrases « de gauche », mais de ne pas pouvoir rompre avec le réformisme. Il faut bien qu'un jour, il le reconnaisse lui-même...

RÉUNIONS PUBLIQUES

• A PARIS

Vendredi 10 novembre, 20 h 30, salles Lancry, 10, rue de Lancry, 75010 Paris (métro République).

• A AMIENS

Le mercredi 29 novembre, 20 h 30, salles Louis-Dewailly.

COMME ISSUE A LA CRISE
3^e GUERRE IMPÉRIALISTE OU
REVOLUTION COMMUNISTE

La question des responsabilités syndicales

(Rapport à la Réunion Syndicale Centrale du Parti de juillet 1978)

Dans le prolongement des deux articles antérieurs sur l'organisation du parti dans les usines (Le Proletaire, n° 272 et 273), nous abordons maintenant la question de l'activité que nos camarades peuvent être amenés à avoir comme délégués dans les entreprises. La position dans laquelle peuvent se trouver les camarades délégués, qui représentent donc à l'intérieur de structures syndicales un certain nombre d'ouvriers et peuvent parler et agir en leur nom, comporte une série de problèmes spécifiques, dont la solution est souvent délicate.

Au cours d'une réunion de parti, nous avons fait un bilan détaillé de l'expérience des camarades dans ce domaine en Italie. A la différence des délégués du personnel en France, les délégués d'atelier, réunis au niveau de l'entreprise en un Comité de Fabrique ont été reconnus officiellement en 1969, pour encadrer les poussées ouvrières de l'automne chaud qui risquaient d'échapper dans une certaine mesure au contrôle syndical. Dans l'intention des directions syndicales, il s'agissait — avec divers prétextes « basistes » — de prendre appui sur le fameux « mai rampant » pour calquer l'organisation ouvrière sur l'organisation productive, de façon à utiliser de plus en plus ces délégués comme

une courroie de transmission des exigences de la production — ce qui montre les limites du mouvement spontané quand il n'est pas fécondé par le Parti. Cette tendance s'est affirmée à mesure qu'avec l'aggravation de la crise économique, l'opportunisme se posait de plus en plus en agent actif de la gestion capitaliste: les délégués se sont vus chargés, par exemple, de contrôler l'absentéisme ou de classer leurs camarades par ordre de mérite pour des promotions. Les camarades ont donc dû mener une lutte spécifique contre ce rôle qu'on voulait leur faire jouer, et pour l'utilisation de cette institution dans un sens de lutte de classe, et se sont alors heurtés à un durcissement de l'attitude des directions syndicales face à toute manifestation d'indiscipline.

Avec l'adaptation nécessaire, les leçons tirées de leur expérience et les directives d'ensemble que nous pouvons rappeler ici sont cependant applicables à d'autres mandats comme celui de délégué du personnel en France, ou aux fonctions dans l'organisation syndicale elle-même (participation aux bureaux syndicaux, secrétariat de section, fonction de délégué syndical, responsabilités locales ou régionales) — en mettant à part la fonction de délégué au comité d'entreprise, exclue par nous en règle générale.

Les conditions pour accepter des responsabilités syndicales

Les conditions auxquelles nous devons accepter le rôle de délégué ne sont pas faciles à déterminer. Il s'agit ici du rôle de délégué d'atelier en Italie ou de délégué du personnel en France.

En règle générale, nous ne pouvons imposer aucune « condition particulière » aux ouvriers qui se montrent disposés à nous donner la préférence. La seule véritable « condition » générale, qui constitue, en réalité, un éclaircissement préalable, est que, en tant que communistes, nous ne nous sentons liés aux intérêts particuliers d'un groupe d'ouvriers que dans la mesure où ils se ramènent, même de façon non mécanique ni immédiate, aux intérêts généraux de la classe ouvrière: mais naturellement, il ne s'agit pas d'une condition suffisante, mais seulement d'une condition nécessaire et minimum.

C'est dans ce sens, et pour cette raison, que nous intervenons pour défendre les intérêts spécifiques des ouvriers que nous représentons par exemple au comité de fabrique en Italie, et que nous proposons des grèves et autres actions, même avec des objectifs très limités.

Il serait tout à fait erroné de prétendre que si les ouvriers élisent un délégué, ils doivent partager l'ensemble de ses positions syndicales et lui donner aussi la garantie d'un appui permanent dans sa lutte contre l'orientation collaborationniste des syndicats. Le rapport est exactement inverse: sur la base d'une combativité ouvrière donnée, la tâche des délégués révolutionnaires est d'intervenir pour l'intensifier et l'élargir. Les facteurs qui poussent les ouvriers à préférer nos camarades ou d'autres éléments combattifs peuvent être multiples, et ne proviennent pas toujours d'une conscience classiste parfaitement explicite.

Il revient précisément au délégué de développer le travail pour remédier aux carences et éclaircir mieux le rapport réciproque entre lutte immédiate et besoins généraux de la classe, en montrant toute la difficulté qu'il y a à imposer les revendications même les plus élémentaires; il lui revient de gagner de plus en plus la confiance des ouvriers en résistant à la tendance à l'abandon des luttes lorsqu'elles se heurtent à des difficultés ou lorsque les travailleurs fléchissent.

Par conséquent nous n'exigeons pas des prolétaires, pour accepter d'être leurs représentants, qu'ils aient une claire vision de l'antagonisme entre notre orientation et celle des bonzes, ce qui ne peut provenir qu'au terme d'une lutte et d'une expérience dans laquelle nous n'excluons pas de nous servir des responsabilités syndicales. Cependant, le résultat cherché qui est la clarification de l'incompatibilité entre les deux orientations serait impossible si la plus nette démarcation n'était pas établie par nos camarades envers des revendications et des méthodes avancées par les bureaucraties syndicales et surtout si ces responsabilités n'étaient pas conçues comme un levier d'organisation des prolétaires et d'éducation classiste.

A PARIS, PERMANENCE du groupe syndical PTT

un mercredi sur deux, de 15 h à 17 h, 27, avenue de Choisy (métro Porte de Choisy), 75013 Paris, soit le 18 octobre, puis les 8 et 22 novembre, etc.

En tout état de cause, il doit être manifeste dans l'action des camarades que les responsabilités syndicales ne sont pour nous qu'un engagement vis-à-vis de la lutte et vis-à-vis des prolétaires, et jamais envers les bureaucraties syndicales auxquelles nous n'avons aucun compte à rendre. Si cela était oublié, au lieu de préparer l'inévitable affrontement — pour lequel il est impossible de donner une date par avance — avec l'appareil syndical, il y aurait le risque de tomber dans les pièges des bonzes: ces derniers manient en effet la double tactique qui consiste d'une part à faire la chasse aux gauchistes et de l'autre à les corrompre par de petits avantages concédés par le patron aux « responsables », tant qu'il n'y a pas de lutte, et dans le but de les éviter.

Une situation pourrait amener à l'idée de la démission, c'est celle d'une lutte sans succès, dans laquelle nous serions de plus impliqués avec certaines fonctions de direction, et où la perte de confiance des ouvriers laisserait les camarades en quelque sorte suspendus dans le vide, sans force face aux bonzes syndicaux.

Notre réaction ne doit pas aller dans le sens de la démission, mais dans celui de la clarification de la situation, pour récupérer le terrain perdu. Le principe directeur est que l'on ne perd pas la confiance des travailleurs, s'ils restent constamment au contact et informés de façon exhaustive des questions en cours par leur délégué. Dans notre appréciation de l'activité passée et future, nous ne devons jamais nous en tenir à l'issue immédiate, mais devons toujours tenir compte de tous les développements ultérieurs possibles: nous devons affronter non seulement les phases d'appui ouvert et inconditionnel des ouvriers, mais même celles où les rapports sont plus difficiles, en considérant la situation dans sa dynamique.

Il faut aussi signaler des cas où l'on doit refuser dès le début d'être élu délégué. Quand, par exemple, dans un secteur de jaunes, il est évident que notre élection n'est déterminée que par l'absence d'autres éléments disposés à accepter ce rôle. Sinon, on se trouverait dans la situation embarrassante de représenter des jaunes au Comité de Fabrique. Il est préférable cependant d'éviter d'en arriver là en s'expliquant avant les élections.

Mais à côté de ces cas limites, qu'il est facile de résoudre, il peut s'en présenter beaucoup d'autres plus délicats, qui doivent être soigneusement pesés cas par cas, non pas dans le seul cadre de l'entreprise, mais par un examen qui revient à la section locale du parti, dont le feu vert est en tout état de cause indispensable et impératif.

La question se pose naturellement en d'autres termes si l'on examine la possibilité pour nos camarades d'assumer des mandats syndicaux plus élevés que celui de délégués à la base: en Italie, membres de l'exécutif du comité de fabrique, de coordinations nationales, de bureaux syndicaux, etc., en France, membres d'un bureau de section, ou délégué syndical, etc. Ce cas est aujourd'hui purement théorique, mais il n'est pas totalement à exclure, cette « promotion » constituant une méthode classique pour freiner l'énergie des éléments combattifs en les soustrayant au contact direct de la classe. L'acceptation des fonctions de ce genre doit être soupesée attentivement, et subordonnée à la présence d'une situation qui exprime un certain degré de combativité ouvrière: en d'autres termes,

notre présence dans un organisme dirigeant du Comité de Fabrique doit être l'expression d'une lutte ouvrière qui passe à travers ces organismes. De cette façon, la rupture avec l'opportunisme à laquelle nous travaillons reposera sur une base réelle, même si elle est restreinte. Ceci vaut indépendamment de la possibilité de remporter ensuite une victoire.

En d'autres termes, les conditions pour remplir de telles fonctions sont que reste

Les responsabilités syndicales dans les petites entreprises et les secteurs marginaux

Tout ce que nous venons de dire concerne essentiellement les grandes concentrations ouvrières, où règne la plupart du temps un contrôle serré soit de l'opportunisme en général, soit de son expression syndicale. Les petites usines posent des problèmes différents.

Dans les petites entreprises, la situation n'est en général pas la même: souvent, il n'y a pas de syndicalisation et pas d'organisations syndicales d'usine, ou bien cette entreprise est complètement abandonnée à son destin par les syndicats régionaux, qui interviennent seulement — et encore pas toujours —, dans les cas voyants de licenciements, soit pour maintenir les travailleurs dans l'isolement, soit pour « résoudre » le problème main dans la main avec les patrons, en demandant l'intervention du gouvernement.

Souvent, quand les travailleurs de ces entreprises se réunissent, le travail syndical des camarades a des aspects plus faciles que dans les entreprises plus importantes, malgré l'obstacle du paternalisme régnant, de la tendance à s'enfermer dans les problèmes locaux et de l'absence de politisation.

Dans ce cas malgré tout, lorsqu'il est possible d'obtenir un minimum d'appui, la prise en charge par les camarades de fonctions de représentant des travailleurs est un phénomène inévitable, naturel, organique: ils doivent développer un travail élémentaire d'organisation des ouvriers, en cherchant à leur faire surmonter la soumission et la peur dans les rapports avec le patron dont ils sont souvent victimes, et en répandant, à travers la lutte, la conscience classiste et le sens de l'unité avec les autres travailleurs. Il est alors quasi automatique de devenir

Le sens de notre travail dans les syndicats

Un autre résultat non immédiat de ces luttes est que toute situation de lutte est le meilleur terrain pour l'explication, la propagande et le prosélytisme politiques. Ceci est clair, même si nous avons à cœur de distinguer nettement les deux niveaux d'intervention: d'une part, il s'agit d'unir les travailleurs sur la base de la poussée élémentaire de défense ou d'amélioration des conditions de vie, en faisant abstraction de toute différence d'appréciation sur les problèmes politiques spécifiques; d'autre part, de montrer que seul celui qui s'est dégagé de toute illusion de réforme ou d'utilisation des structures de cette société aux fins de l'émancipation prolétarienne peut être conséquent aussi dans la lutte pour des buts immédiats. C'est une démonstration qui ne peut être menée que dans les faits; et, de même, ce sont les faits qui montrent les effets négatifs de la collaboration de classe.

D'où la nécessité — incomprise de tant de « révolutionnaires » immédiatistes — d'assumer la position difficile qui consiste à s'ouvrir à l'activité revendicative ouvrière en général, sur la base de limites immédiates bien déterminées, et d'indiquer en même temps les bornes qu'on ne peut dépasser, à cause des positions politiquement confuses ou non classistes qui dominent dans les organisations actuelles de la classe ouvrière.

Le sens de notre travail syndical est le suivant: l'intervention en toute situation dans le processus en cours de démantèlement des positions classistes, et l'utilisation politique de ce processus compliqué, par rapport auquel nous ne devons pas être des spectateurs, mais des forces agissantes.

Ceci signifie que l'on doit savoir maintenir séparés les deux niveaux de l'intervention dans les luttes syndicales, mais savoir en même temps intervenir aux deux niveaux. On en revient à la nécessité d'une coordination de l'activité syndicale par le groupe communiste d'usine et par les organismes de parti proprement dit.

Il résulte clairement de ce qui précède que, dans la situation actuelle, nous ne pouvons refuser, en règle générale, d'assumer des fonctions de délégués ou de travailler dans des organisations de représentation ouvrière. Nous ne pouvons oublier qu'aujourd'hui ces fonctions ou ces organismes de base, bien que contrôlés eux aussi en général par des

toujours ouverte la possibilité de contacts et d'organisation avec des ouvriers qui suivent notre action. Si tel n'est pas le cas, il est impossible de mener même un travail « clandestin » de propagande, de prosélytisme et d'organisation. Et là où l'on se trouve isolé de tout appui des travailleurs, l'alternative se réduit à une stérile bataille individuelle, ou au silence, mille fois pire, dans la mesure où il mène à une identification avec les positions de l'ennemi.

représentant des travailleurs, comme résultat d'un processus naturel qui se développe entre les ouvriers et les représentants de l'avant-garde, sans contact avec l'appareil syndical ou quelquefois en polémique avec lui. Sur la base de notre expérience, si limitée soit-elle, nous pouvons dire que, dans ces petites entreprises, les camarades jouissent d'une plus grande liberté d'action et qu'il est arrivé, en Italie, que des Comités de Fabrique tout entiers soient influencés par nos positions syndicales.

La situation des petites entreprises peut être étendue, avec toutes les réserves qui s'imposent, à celle des secteurs « marginaux » ou « neufs », notamment à certaines catégories, certains secteurs industriels ou même certaines régions où les vicissitudes du développement capitaliste et celles du cours de l'opportunisme syndical n'ont pas permis à ce dernier de constituer encore un encadrement solide. C'est encore le cas dans certains établissements neufs, résultat de la restructuration du capitalisme, où la base de l'appareil syndical doit être conquise par les bureaucraties syndicales en même temps qu'elle est encore ouverte au travail des militants révolutionnaires parmi un personnel nouveau.

Dans ce cas, il importe de ne pas sous-estimer l'importance de ces luttes malgré leurs proportions modestes, lorsqu'elles sont menées avec détermination. Ce sont des expériences qu'il ne faut pas monter en épingle, mais qui sont précieuses pour acquérir la capacité — jamais définitive — d'appliquer des mots d'ordre et des revendications spécifiques à des situations disparates, en tenant compte de la multiplicité des facteurs en jeu: capacité qui doit devenir peu à peu un patrimoine commun à toute l'organisation.

forces ouvertement collaborationnistes, sont pratiquement bien souvent les seules formes de vie syndicale organisée à l'intérieur des entreprises. Nous continuons d'y participer, forts du choix des ouvriers, en essayant d'entraîner sur nos positions d'autres délégués. Même lorsqu'on a affaire à une période de stagnation de la lutte, il n'existe actuellement ni alternatives, ni présupposés nécessaires pour affirmer a priori qu'il n'y a pas lieu de pousser à une reprise de la lutte par le canal de ces organismes, surtout sur le plan local. C'est à travers eux que se développe, d'autre part, la contradiction déjà notée entre la politique du syndicat et son rôle d'organisation ouvrière: à tort ou à raison, c'est au syndicat que la masse des ouvriers s'adresse pour résoudre ses problèmes immédiats, et c'est là que nous menons notre travail de critique et notre lutte pour des organisations de classe, même si nous ne négligeons aucune manifestation de lutte qui peut s'exprimer par des organismes extérieurs aux syndicats et si nous travaillons dans ces derniers pour les fortifier. Il peut naturellement y avoir des cas particuliers où un tel travail se révélerait trop épuisant, sans laisser entrevoir aucune possibilité de changement. Dans un cas semblable, c'est la section du parti qui devra évaluer l'opportunité d'éviter une dépense d'énergie inutile.

En conclusion, le but que nous nous fixons est de contribuer à redonner à la figure du représentant ouvrier en général son véritable visage de classe, expression des réels intérêts immédiats des travailleurs, dans une période où le fossé entre les ouvriers et les bureaucraties syndicales et leurs expressions officielles tend à s'agrandir. Nous le répétons, c'est un processus en cours dont nous sommes partie prenante. Il s'agit, comme le disait une de nos sections dans un rapport, d'un fossé auquel nous devons prêter une attention d'autant plus vigilante qu'il ne peut que s'approfondir, avec des explosions de colère prolétarienne de plus en plus fréquentes et inévitables qui échapperont au contrôle des bonzes syndicaux. Et c'est dans cette perspective que nous, communistes, dans le prolongement de toute une activité antérieure cohérente, nous pouvons nous attendre à être choisis par les ouvriers comme points de ralliement solides, en redonnant ainsi au mandat de délégué, sur le plan immédiat d'abord, sa véritable fonction.

Le Liban dans les mâchoires de l'impérialisme

(suite de la page 1)

incompatible avec les privilèges chrétiens renforcés. La restauration de l'Etat libanais exigeait donc ou bien la soumission aux exigences chrétiennes et le renforcement du camp israélien, ou bien le déclenchement des hostilités contre les forces chrétiennes. Mais qu'on se rassure : il s'agit de les amener à composition, non de les écraser... Elles sont trop utiles contre de nouvelles et inévitables révoltes des masses exploitées.

C'est la raison pour laquelle l'impérialisme américain s'est bien gardé d'empêcher les bombardements syriens et que même Israël a été sommé par Vance de ne pas « commettre l'erreur historique d'intervenir », exception faite de quelques intimidations bien naturelles sur les camps de réfugiés (1). C'est que la restauration de l'autorité de l'Etat est une chose bien trop sérieuse pour la compromettre par des interventions chaotiques. Lorsque l'Amérique a jugé que l'équilibre entre les milices et Damas était convenable et à son goût, alors elle s'est mise à parler du besoin de la paix, et on a fait pression sur la Syrie, en faisant appel à l'URSS toute heureuse de retourner dans le jeu.

Quant à l'impérialisme français, désireux de conserver la sympathie de ses « protégés » chrétiens, en faveur desquels une campagne hystérique et interventionniste a fait rage dans la presse (2), il s'est débrouillé pour présenter un « plan de paix » que même Sarkis, qui est fait pour arrondir les angles, a dû déclarer « impraticable » : les diplomates français ont proposé en effet ni plus ni moins que d'interposer entre les milices chrétiennes et la FAD contrôlée par la Syrie, une pseudo-armée libanaise qui n'a aucune existence réelle ou qui, dans la mesure où elle existe, est contrôlée par les officiers liés aux milices : une manière élégante par conséquent de faire semblant de venir au secours des milices tout en étant sûr d'avance du refus de Damas qui, comme on s'en doute, a qualifié le plan d'« étrange »... Là aussi, le principe directeur est celui de la « restauration de l'autorité de l'Etat libanais », également invoqué par le Conseil de sécurité pour amener les parties au cessez-le-feu.

Le problème est que, malgré toutes ces tentatives de restaurer « la souveraineté » et l'« autorité de l'Etat », ni les fedayin ni surtout les masses exploitées palestino-libanaises n'ont pu encore être complètement désarmées. Au Liban, on s'arme comme on s'habille et on économise une partie de son salaire pour s'acheter un pistolet-mitrailleur. Or ce fameux principe qui suppose le désarmement des masses exploitées qui **sans armes ne sont rien**, est celui avancé par l'OLP elle-même qui prétend parler en leur nom. Les justifications sont nombreuses mais toutes également fausses et catastrophiques. La grande idée est que le but de la résistance palestinienne étant la lutte contre le sionisme et la libération de la Palestine, les Palestiniens ne sont pas chez eux au Liban et devraient y respecter le principe de « non-ingérence » dans les affaires intérieures des Etats frères ».

Sans s'attarder sur le fait que cette affirmation est en opposition théorique complète avec celle de l'existence d'une **nation arabe**, d'où devrait découler en bonne logique que les Palestiniens sont chez eux en Jordanie, au Liban ou en Syrie et y bénéficient des mêmes droits, ces principes sont absolument démentis par la réalité.

En effet, les classes dominantes des pays frères n'ont jamais respecté ce principe. Elles sont toujours intervenues, elles, dans les affaires palestiniennes, et ont toujours essayé d'amener les fedayin à lutter même contre Israël **sous leur contrôle**, sans parler du fait que tous parlent au nom de la cause palestinienne qu'ils marchandent tous avec l'impérialisme. De leur côté, les masses exploitées arabes, ni en Jordanie ni au Liban, n'ont pu respecter ce principe et ont spontanément fait cause commune non seulement contre le sionisme mais également contre les Etats en place, ce qui a bien été la raison des exploits sanglants de Hussein en 1970 et de Assad en 1976.

Ceci prouve bien qu'il n'est pas possible de combattre le sionisme et l'impérialisme sans combattre en **même temps** tous les régimes en place et que la scission des masses exploitées de la région en nationalités différentes est purement artificielle. La « solidarité arabe » n'est donc invoquée par les classes dominantes que pour éviter la scission de classe à l'intérieur des Etats arabes et pour détourner les énergies vers une lutte contre Israël dont elles ne veulent plus, étant prêtes à s'entendre avec lui.

Et le principe du respect de la souveraineté et de l'autorité des Etats en place par l'OLP n'a pas seulement déjà conduit cette organisation à désarmer les masses palestiniennes en Jordanie et, en accord avec la Syrie en 76, à cesser les fournitures d'armes à la gauche libanaise, livrant ainsi les masses exploitées aux coups de la répression sanglante de Hussein puis de Assad. Ce principe l'a également conduite à collaborer avec les forces de l'ONU et même à leur promettre de punir les fedayin qui s'opposeraient à elles (3).

Les accords au nom desquels on désarme

(1) On sait maintenant, lit-on dans *Le Matin du 9-10*, que le secrétaire d'Etat, Cyrus Vance, a envoyé un avertissement sévère aux Israéliens, après le raid de leurs vedettes devant Beyrouth. « Une intervention d'Israël dans le conflit libanais, a-t-il dit, serait une erreur historique », qui ne pourrait bénéficier qu'aux adversaires de Camp David.

(2) *Du Figaro à L'Unité, la presse vante la « force morale » des miliciens chrétiens en les comparant aux « croisés ».* *Le Monde a ouvert ses colonnes à des politiciens s'indignant de l'« impuissance de notre pays » et un député RPR a même demandé le 10 octobre au parlement l'envoi de la flotte française.*

(3) *Le mercredi 29-3-78, Arafat a déclaré, après sa rencontre avec le chef de la FINUL : « L'OLP et les forces communes (progressistes libanaises) accorderont dans la limite de leurs possibilités, toutes les facilités pour aider les forces de l'ONU à accomplir leur mission au Liban et faciliter le retrait israélien » (voir Le Monde du 30-3).*

les Palestiniens pour ne pas intervenir dans les affaires des « Etats frères » (4) ont aussi comme conséquence de les désarmer par rapport à Israël et leur laissent une seule solution pour lutter contre le sionisme : se mettre à la remorque de l'Egypte et de la Syrie, qui, elles, n'ont d'autre but que de s'entendre avec Israël. Du coup, l'Etat palestinien conçu soi-disant comme une étape dans la libération du joug sioniste se révèle un pur mensonge : un Etat palestinien obtenu en accord avec les Etats arabes en place et garanti par l'ONU, c'est-à-dire par l'impérialisme, même si c'est sans négociation avec Israël, ne peut être qu'un Etat-croupion, bidon, un « Etat » désarmé et donc incapable de poursuivre la lutte contre le sionisme. Le désarmement des Palestiniens que poursuit l'OLP sous de faux prétextes réalise sans les faits la renonciation totale devant ses objectifs proclamés.

A bas, donc, les « principes » de « non-intervention » et de « non-ingérence » ! Les masses exploitées ont les mêmes intérêts partout et se doivent solidarité mutuelle ! A bas le « principe » de la « restauration de l'autorité et de la souveraineté de l'Etat libanais » qui suppose l'anéantissement des espoirs des masses exploitées libano-palestiniennes !

En France, les partis de gauche ont versé une larme au Parlement avec les bourgeois sur la « tragédie libanaise » qui n'est rien d'autre pour eux que l'effondrement de l'autorité de l'Etat. Et, avec les confédérations CGT et CFTD, ils ont appelé les prolétaires à nourrir l'espoir d'une restauration rapide de la souveraineté de l'Etat libanais, à revendiquer le respect des frontières de tous les Etats en place, y compris Israël, et, malgré tout cela, la reconnaissance des « droits nationaux » palestiniens. C'est normal pour des larbins de l'impérialisme !

C'est la tâche du marxisme révolutionnaire d'appeler le prolétariat à la solidarité de classe avec les prolétaires et les masses exploitées du Liban et de Palestine par la lutte contre leur propre impérialisme et notamment contre les crimes des casques bleus au Sud-Liban.

(4) *Pour confirmer que la « souveraineté libanaise » signifie bien le désarmement des Palestiniens, le communiqué officiel publié le mercredi 24 mai à l'issue d'une réunion entre Hoss et Selmane respectivement premier ministre et ministre de l'Intérieur libanais et Arafat, en tant que représentant des organisations palestiniennes, sauf celles du Front du Refus, précise les engagements réciproques ; parmi eux figurent les points suivants : « — faciliter la mission de la FINUL en vue d'assurer le retrait israélien de tout le Sud-Liban et le rétablissement de la souveraineté libanaise ; — interdire les actes négatifs et les abus ; — mettre un terme à toute manifestation visible de la présence armée palestinienne au Sud, et ce dans le souci d'aider les autorités libanaises à rétablir leur souveraineté » (Le Monde du 26-5-78). C'est dans cet esprit que, selon le même journal, « l'OLP s'est engagée solennellement à ne plus s'opposer, ni à laisser des éléments « indisciplinés » s'opposer, à la mission de la FINUL et au rétablissement de la souveraineté libanaise au Sud-Liban ».*

« Amortisseurs sociaux »

(suite de la page 1)

Quand au reste, que les gens du métier, les « partenaires syndicaux » se débrouillent pour éviter que les grèves ne soient compactes, unitaires et unifiées et sur des revendications qui s'opposeraient à ce plan grandiose !

D'ailleurs les opportunistes l'ont bien compris, même s'ils proclament à cor et à cri qu'on leur rend la tâche difficile. Il y a trop de chômage ? Réclamons un débat au Parlement et une négociation tripartite où l'on discutera d'un plan de protection de l'industrie nationale...

L'effervescence ouvrière a-t-elle besoin d'un débouché ? Concoctons un plan de grève par secteur, région, catégorie et syndicat — et pourquoi pas par individu — où chacun sera privé du renfort de ses camarades de classe et où il s'agit non pas de constituer une force pour vaincre, mais de témoigner de sa désapprobation vis-à-vis de la politique du gouvernement. Quand une étincelle de lutte s'allume quelque part, fixons une grève régionale ou nationale à 8, 15 ou 20 jours de là, sans rien faire entretemps pour organiser une coordination effective, la bête noire des bureaucraties syndicales (PTT, SNCF, enseignement) ! Ou faisons de cette journée un terminus destiné à éponger la combativité restante...

Voilà les « amortisseurs sociaux ». Ils sont encore efficaces. La tâche des communistes et des éléments d'avant-garde est de les briser pour libérer l'énergie de la classe, capable d'aller, dans son élan, de la défense contre les effets du capitalisme à l'attaque contre lui.

Nouvelle attaque de la bourgeoisie

(suite de la page 1)

été, plus d'une centaine de travailleurs, parmi les plus combatifs, sont traduits devant les tribunaux, menacés d'expulsion s'ils ne paient pas les arriérés ou de saisies-arrêts sur leur salaire. Sonacotra, patronat, Etat sont tous unis contre les travailleurs, faisant traîner les procès de renvoi en renvoi pour gêner la mobilisation, traduisant aujourd'hui en justice de nouveaux foyers, prononçant des expulsions (Metz, Nanterre, Ivry, etc.), lançant les C.R.S. dans des foyers comme à Massy pour intimider ou à Gennevilliers pour expulser des résidents. Il s'agit de briser une lutte qui a résisté à toutes les attaques de la bourgeoisie depuis bientôt 4 ans, qui s'est portée sur un terrain de classe, qui par ses tentatives constantes de se lier aux travailleurs français et ses appels à leur solidarité de classe constitue un ferment et un exemple dangereux alors que les effets de la crise doivent atteindre l'ensemble de la classe ouvrière, et qui par son organisation centralisée peut entraver le tour de vis sur l'immigration projeté par le gouvernement. Pour la bourgeoisie il est d'autant plus capital d'isoler les travailleurs immigrés par ses campagnes racistes et de briser cette lutte qu'est ardemment recherchée une jonction avec des noyaux de prolétaires français combattifs.

L'isolement des travailleurs immigrés est le fruit de la politique criminelle des partis réformistes et des directions syndicales à leur botte, qui sabotent les luttes et ancrent dans la classe le chauvinisme et l'idéologie bourgeoise. Les principes totalement bourgeois qui guident le PCF expliquent la réponse de ses députés à Barre : « les travailleurs immigrés qui vivent en France et dont le travail

constitue une contribution importante à l'économie française doivent pouvoir, s'ils le désirent, demeurer dans notre pays ». C'est la seule défense de l'économie nationale, qui se trouverait en difficulté avec un départ massif des immigrés, qui pousse le PCF à demander qu'on laisse au travail les ouvriers immigrés rentables. C'est son attachement à la **paix sociale** qui lui fait craindre, par peur de l'extension des luttes, une incitation au retour trop « autoritaire ». Et sa position nette contre « l'extension de la libre circulation de la main-d'œuvre », « pour l'arrêt de toute nouvelle immigration » et pour « une véritable politique de retour [...] [nécessitant] des accords avec les pays intéressés » (voir l'Humanité du 6 octobre) manifeste son total alignement sur la position bourgeoise et antiprolétaire qui veut que ce soient les prolétaires qui ôtent le travail à d'autres prolétaires, alors que le marxisme a montré que c'est le capitalisme qui, de par sa nature, engendre l'armée industrielle de réserve. C'est ce qui a porté le PCF à revendiquer le contrôle de l'immigration depuis 67 (voir notamment son Statut de l'immigration et sa revendication du **numerus clausus** dans les communes). Ainsi, à l'Etat qui dit : il faut diminuer le nombre d'immigrés en France, le PCF répond : tout à fait d'accord, mais l'aide au retour, ça n'a pas marché, revoyez la question en la planifiant avec les Etats des pays intéressés, et pour être efficace, ne laissez plus entrer aucun travailleur !

Tous les travailleurs conscients de leurs intérêts de classe doivent lutter dès aujourd'hui contre les discriminations et les persécutions infligées à leurs frères de classe immigrés et contre toute expulsion.

Presse internationale

VOICI LE SOMMAIRE DU N° 19 DE

il programma comunista

- La via del socialismo è una sola : quella rivoluzionaria !
- Sulle misure governative : Le tecniche ultraraffinate dell'autunno sindacale.
- Dietro le contese ideologiche, le contorsioni della classe dominante nella disperata difesa del suo ordine.
- A proposito del partito combattente.
- Nicaragua : lezioni di una insurrezione schiacciata.
- Imperialismo francese e Sahara.
- La lunga lotta nei « foyers » Sonacotra.
- La misera fine dei miti sessantotteschi (rapporto alla riunione di partito).
- Ferrovieri : malessere diffuso e qualche spiraglio.

*

el-oumami (l'internationaliste)

N° 1 - octobre 78

- L'univers capitaliste tout entier est un volcan en éruption.
- Pour le parti ouvrier indépendant : 1 - Les bases constitutives du parti communiste sont les mêmes dans tous les pays.
- Algérie : Misère de l'anti-impérialisme bourgeois — L'Etat bourgeois n'est pas à démocratiser mais à détruire ! — Sur la Charte nationale.
- Lutttes ouvrières : grèves au Maghreb, lutte des foyers Sonacotra en France.

Permanences du Parti

EN BELGIQUE

● A Bruxelles : le 2^e jeudi de chaque mois, soit le 9 novembre et le 14 décembre de 19 h 30 à 21 h 30, local de l'ASBL-Club, 51, avenue de la Couronne, 1050 Bruxelles.

EN FRANCE

● A Aix-en-Provence : vente au marché de la place du Palais de Justice le samedi de 11 h à 12 h tous les quinze jours, soit les 28 octobre, 11 novembre, 25 novembre, 8 décembre, etc.

● A Amiens : le 1^{er} samedi de chaque mois, de 10 à 12 h, place du Marché.

● A Angers : vente tous les samedis de 11 h à 12 h, au Grand marché, place Leclerc.

● A Arles : vente sur le marché du Boulevard des Lices, le 1^{er} et le 3^e samedi de chaque mois, de 11 à 12 h, soit les 4 et 18 novembre.

● A Avignon : vente aux Halles, place Pie, tous les samedis de 11 à 12 h.

● A Grenoble : le dernier dimanche de chaque mois au marché Saint-Bruno, de 10 h 30 à 11 h 30, soit le 29 octobre et le 26 novembre.

● Le Havre : vente le samedi matin au marché d'Harfleur tous les quinze jours, soit les 28 octobre, 11 novembre, 25 novembre, 2 décembre, etc.

● A Lille : vente et permanence au marché de Wazemmes de 11 à 12 h (derrière l'Eglise) le 1^{er} dimanche de chaque mois ainsi que tous les mercredis de 17 h 30 à 19 h 30, 27, rue Adolphe.

● A Lyon : vente et permanence au marché Garibaldi, place des Martyrs de la Résistance, de 10 h à 11 h, les dimanches 22 octobre, 12 novembre, 26 novembre, 9 décembre, 15 janvier.

● A Paris : 20, rue Jean-Bouton, 75012. Le samedi, de 16 h à 19 h, et le dimanche, de 10 h à 12 h (escalier métallique au fond de la cour à gauche), métro Gare de Lyon.

● A Rouen : vente tous les dimanches de 10 h 30 à 12 h au marché du Clos-Saint-Marc.

● A Roubaix : vente et permanence au marché de 11 à 12 h (face à la poste), le 3^e dimanche de chaque mois, soit le 19 novembre et le 17 décembre.

● A Strasbourg : tous les samedis de 14 à 16 h, 3, rue Sainte-Catherine (au fond de la cour à droite), près de la place de Zurich.

● A Toulouse : vente tous les dimanches de 11 h à 12 h au marché Saint-Sernin.

EN SUISSE

● A Lausanne : tous les samedis de 10 à 12 h, 32, rue Pré-du-Marché (1^{er} étage à droite, « Atelier »).

CORRESPONDANCE
POUR LA SUISSE :
Editions Programme,
32, rue du Pré-au-Marché
1004 Lausanne

directeur-gérant
F. GAMBINI

Imprimerie « E.P. »
232, rue de Charenton - 75012 Paris

distribué par les NMPP

N° d'inscription à la commission
paritaire de presse : 52926